

Fonds des Nations Unies pour l'Enfance (UNICEF)
Région de l'Afrique de l'Ouest et du Centre

Bureau du Directeur Régional

Pour publication immédiate

9 décembre 2024

Discours du Directeur Régional, Mr Gilles Fagninou, African Union's Continental Education
Conference (CEC)

Nouakchott, Mauritania – 09:00 AM, heure locale

Excellence, Dr. Houda Mint Babah, Ministre de l'Education Nationale et de la Réforme du
Système Educatif de la République Islamique de la Mauritanie,

Excellence, Professeur Mohamed Belhocine, Commissaire à l'Education, les Sciences, la
Technologie et l'Innovation de la Commission de l'Union Africaine,

Dr. Nancy Chaola Mdooka, Vice-Ministre de l'Education du Malawi, Présidente du Comité
technique,

Excellences, Honorables invités, tout protocoles observés, Mesdames et Messieurs,

Je remercie la République Islamique de la Mauritanie, de nous accueillir ici à Nouakchott.
Madame Houda Mint Babah, permettez-moi de saluer **votre gouvernement pour son
leadership au cours de sa présidence de l'Union Africaine en 2024. Vous avez su faire
avancer l'agenda de l'éducation en cette année déterminante, notamment en étant l'hôte
de cette conférence historique.** Je suis persuadé que cette initiative contribuera à changer la
donne pour les enfants, tous les enfants, sans laisser personne de côté.

Je souhaiterais également rendre hommage à l'Union Africaine qui a su réaffirmer avec force
et détermination son engagement pour les enfants et les jeunes en déclarant 2024 comme
« Année de l'Education ». Je suis particulièrement ravi de voir les efforts de l'année culminer
avec cette Conférence Continentale sur l'Education.

Permettez-moi de vous parler de Fatima, une jeune fille de 17 ans. Fatima est née dans le
petit village de Konduga, dans l'Etat de Borno, au nord du Nigeria. Depuis toute petite,
Fatima rêvait d'aller à l'école, mais en 2015, sa famille a été forcée de fuir son village pour
échapper aux violences. Réfugiés dans le Nord-Est du Nigeria, la famille a dû laisser derrière
elle leur maison et toute leur propriété. Dans ces conditions, impossible d'aller à l'école.
Mais Fatima a eu une seconde chance : elle a bénéficié d'un programme qui lui a permis

d'apprendre à lire et de faire une formation de couturière qui lui permettra de s'épanouir plus tard dans un métier lucratif qui la passionne.

Beaucoup d'enfants n'ont pas eu la chance de Fatima. Aujourd'hui **plus de 100 millions d'enfants ne sont pas scolarisés sur notre continent. Cela représente 40% des enfants non scolarisés du monde, alors que l'Afrique compte à peine un quart de la population scolarisable globale.** Entre 2015 et 2024, malgré une augmentation de plus de 30% du nombre d'enfants scolarisés, en raison de la croissance démographique le nombre absolu d'enfants non scolarisés a augmenté de 13,2 millions. Depuis les années 1960, années des indépendances, de la plupart des Etats africains, l'effectif des enfants en dehors de l'école a toujours été en augmentation. **Les Etats de notre région n'investissent pas dans l'éducation de leurs enfants autant que leur croissance démographique l'exige.** Et cela risque de devenir encore plus dramatique : si rien n'est fait et que la tendance actuelle continue, la population des enfants en dehors de l'école va doubler d'ici 2070, dépassant les 200 millions. Notre continent est plus affecté qu'aucun autre par cette situation dramatique, dont les causes sont multiples : la croissance démographique ; la pauvreté ; les violences et conflits armés ; les crises climatiques et environnementales ; l'insuffisance d'infrastructures scolaire ; les responsabilités familiales et le travail des enfants ; les discriminations basées sur le genre, et bien d'autres raisons entravent la scolarisation des enfants.

Les situations de fragilité, de conflit et de sécurité sont des facteurs aggravants qui limitent l'accès, mais aussi la qualité de l'éducation : le taux d'enfants non scolarisés au Sahel central est trois fois plus élevé que dans le reste du monde ; et en Afrique de l'Ouest et du Centre, plus de 14 000 écoles sont actuellement fermées en raison de l'insécurité, affectant 2,8 millions enfants. Ces défis se répercutent également sur la qualité de l'apprentissage : sur notre continent, les enfants n'apprennent pas comme ils le devraient à l'école. **En Afrique sub-saharienne, près de 90% des enfants de 10 ans ne parviennent pas à lire et comprendre un texte simple** – et ce taux (la « pauvreté des apprentissages ») dépasse même 95% dans certains pays affectés par la violence et les conflits.

C'est clair : si les gouvernements n'investissent pas massivement et de façon efficiente dans l'éducation de leurs enfants, ils font le lit des crises futures, plus dramatique encore que les crises passées et actuelles. Une éducation inadéquate compromet non seulement l'avenir de nos enfants, mais aussi celui de nos communautés, de notre continent et du monde tout entier, en perpétuant et aggravant les inégalités sociales et en nous empêchant de bénéficier de la prospérité économique que porte la jeunesse de l'Afrique. Tout enfant a droit à une éducation de qualité. Chaque fois que nous donnons sa chance à un enfant, nous enrichissons notre futur commun. Pour cela, nous avons besoin d'investir – et d'investir de manière efficace, efficiente et stratégique – dans l'éducation. Réussir à donner à chaque enfant l'accès à l'éducation et aux compétences nécessaires pour participer pleinement à la société a un impact phénoménal sur la croissance économique : selon une étude récente, avec une éducation adéquate pour tous les enfants, le PIB de certains pays, comme le Ghana et le Maroc, pourrait augmenter de 28% par an au cours des 80 prochaines années.

Dans la Déclaration de Kigali en 2015, les pays de notre continent se sont engagés à investir un minimum de 20% de leurs dépenses publiques dans l'éducation ; pourtant, près de 10 ans plus tard, seul un pays africain sur sept atteint ce seuil. Et ce manque d'investissement est encore aggravé par les inégalités dans la distribution des fonds : dans trop de pays africains, **les enfants les plus pauvres bénéficient le moins du financement public de l'éducation.** Dans certains pays, les élèves les plus riches reçoivent six fois plus de ressources publiques en éducation que les plus pauvres.

Nous devons réaffirmer l'engagement pris il y a 10 ans de faire de l'éducation une priorité budgétaire, et nous **battre pour atteindre partout en Afrique le seuil d'un minimum de 20 %** des dépenses annuelles allouées à l'éducation.

Mais il faut également **investir mieux** : il ne s'agit pas simplement de chercher de nouvelles sources de financement, internes ou externes. Nous devons tirer le meilleur parti possible de chaque financement disponible, et conjuguer efficacité, efficience et équité dans les dépenses publiques d'éducation.

La bonne nouvelle est qu'il existe de nombreuses solutions aux problèmes de l'éducation, sur le continent et ailleurs. La plupart ont prouvé leur efficacité et n'attendent que d'être mises à l'échelle pour accélérer la réalisation des objectifs de l'Agenda 2063.

La région de **l'Afrique du Nord** est parvenue à faire baisser drastiquement les taux d'enfants non scolarisés – de 35% en 2000 à seulement 4% en 2024, à l'aide de programmes comme « l'éducation de la seconde chance », en Tunisie, qui a permis à de nombreux enfants non scolarisés ou à risque de bénéficier d'une éducation.

Des mesures comme l'abolition des frais de scolarité pour l'enseignement préscolaire, primaire et secondaire, ou l'augmentation du nombre d'enseignants et de salles de classe ont un impact important dans les pays qui les adoptent. **Le Rwanda, par exemple, ou un enfant sur deux était hors de l'école dans les années 2000, a réussi à réduire drastiquement le taux d'enfants non scolarisés à 14 % en un peu plus de deux décennies.** Ce succès est notamment lié à la mise en place de cantines scolaires et de programmes de formation technique et professionnelle (TVET).

Le Bénin a quant à lui réalisé les plus grands progrès en matière de résultats d'apprentissage en Afrique de l'Ouest et du Centre. **Alors qu'à peine 20% des élèves atteignaient le niveau minimum de maîtrise de la lecture et des mathématiques en 2014 dans ce pays, ils étaient près de 60% en 2019, soit cinq après.** Pour arriver à ces résultats, le gouvernement a recruté et formé des enseignants, et augmenté le financement de l'éducation.

Bravo à eux, et tous ceux qui œuvrent pour garantir aux enfants l'accès à une école et à une éducation de qualité. Nous savons quoi faire et comment le faire – il est temps de renforcer la cadence des actions pour une accélération maintenant et pendant la décennie prochaine.

Ensemble, et aux côtés de tous nos partenaires, y compris la société civile, le secteur privé, les enfants, les jeunes et leurs parents, **soutenons l'idée visionnaire d'une décennie d'accélération qui nous permette d'atteindre les objectifs de l'Agenda 2063 grâce à l'éducation.**

Il ne s'agit pas simplement de promouvoir l'éducation pour elle-même, mais de reconnaître que c'est à travers l'éducation que nous pourrions accélérer les résultats et réaliser les objectifs de l'Agenda 2063.

MEMENTO :

- **En Afrique 100 millions d'enfants sont non scolarisés, soit 40% des enfants non scolarisés au niveau mondial, alors que l'Afrique représente un quart des enfants du monde.**
- **Le taux d'enfants non scolarisés au Sahel central est trois fois plus élevé que dans le reste du monde.**
- **A WCAR, plus de 14 000 écoles ont été fermées en raison de l'insécurité au cours du deuxième trimestre 2024, affectant 2,8 millions d'enfants.**
- Les situations de fragilité, de conflit et de violence ont un impact dramatique sur l'accès à l'éducation, ainsi que sur sa qualité.
- **« Pauvreté des apprentissages » : dépasse 95% pour certains pays dans des contextes de fragilité, de conflit et de violence.**
- Même hors conflit, les enfants n'apprennent pas comme ils le devraient : **en moyenne, en Afrique, près de 90% des enfants de 10 ans ne parviennent pas à lire et comprendre un texte simple. Si nous continuons ainsi, nous préparons le terrain pour une crise future.**
- **Les pays d'Afrique dépensent 16 fois plus pour un enfant de 15 ans que pour un enfant d'un an.**
- Il faut investir **de manière efficace et stratégique** dans l'éducation.
- **Avec l'éducation nécessaire, le PIB de certains pays augmenterait de 28 % par an au cours des 80 prochaines années.**
- Pourtant, seul **un pays africain sur 7 investit les 20 % du budget de l'État recommandés dans l'éducation.**

- **Les enfants les plus pauvres bénéficient le moins du financement public.** Dans certains pays (FYI : Guinée, Mali et Tchad), **les élèves les plus riches reçoivent six fois plus de ressources publiques en éducation que les plus pauvres.**
- **Il est crucial de tirer le meilleur parti possible de chaque financement disponible.**
- **Nous devons aussi regarder et répliquer ce qui marche :**
- **L’Afrique du Nord** est parvenue à faire baisser drastiquement les taux d’enfants non scolarisés : de 35% en 2000 à seulement 4% en 2024.
- **Le Togo** a réduit de moitié le taux d'enfants non scolarisés entre 2000 et 2024.
- En 2017, **le Ghana** a élargi sa politique de gratuité, qui initialement ne couvrait que l'éducation primaire et préscolaire, pour inclure également l'enseignement secondaire, avec des résultats positifs.
- **Le Rwanda** a réussi à réduire drastiquement le taux d’enfants non scolarisés entre 6 et 17 ans, passant de 50 % en 2000 à 14 % en 2023.
- **Le Bénin** a réalisé les plus grands progrès en résultats d'apprentissage à WCAR. Alors qu’à peine 20% des élèves atteignaient le niveau minimum de maîtrise de la lecture et des mathématiques en 2014 dans ce pays, ils étaient près de 60% en 2019, soit cinq après.
- Bravo. Inspirons-nous de ces initiatives couronnées de succès !
- Que cette conférence soit le début d’un grand mouvement pour l’éducation dans tout le continent.
- Soutenons **l’idée visionnaire d’une décennie d’accélération qui nous permette d’atteindre les objectifs de l’Agenda 2063 grâce à l’éducation.**
- Il ne s’agit **pas simplement de promouvoir l’éducation pour elle-même, mais de reconnaître que c’est à travers l’éducation que nous pourrons accélérer les résultats et réaliser les objectifs de l’Agenda 2063.**